



MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT **MOROCCO**

وكالة حساب قعدري الألفية-المغرب

Etudes et suivi des travaux de création/extension/reconversion des centres de formation professionnelle financés dans le cadre du Fonds CHARAKA

Lot 2 : Etudes relatives aux volets ESP (Performance Environnementale
et sociale) et GIS (Genre et Inclusion Sociale)



PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE CADRE (PGESC)

REV. NO.	DATE D'EMISSION	DESCRIPTION DE LA REVISION	ETABLI PAR	VERIFIE PAR
Rev 0	04-11-2019	Emission Initiale	Y.AKABLI	A. MEKKAOUI
			S.HAOUAT	
Rev 1	17-01-2019	Version 2	A.ESSOTOMNA	
			S.HAOUAT	
Rev 2	13-02-2020	Version 3	A.ESSOTOMNA	
			S.HAOUAT	
Rev 3	13-04-2020	Version 3	Y. AKABLI	
			S.HAOUAT	

Sommaire

1.	Introduction	5
2.	Description du projet	6
2.1.	Présentation du projet	6
2.2.	Diagnostic technique.....	7
2.3.	Consultations publiques.....	8
3.	Situation initiale de référence.....	9
4.	Principaux impacts du projet.....	11
5.	Plan de gestion environnementale et sociale	15
5.1.	Matrice des impacts du projet.....	15
5.2.	Plan d'atténuation	18
5.3.	Programme de surveillance des mesures d'atténuation en phase travaux	25
5.4.	Programme de suivi / exploitation.....	28
5.5.	Programme de formation.....	29
5.6.	Reporting Santé Sécurité Environnement	31
5.7.	Activités de communication	32

Liste des tableaux

<i>Tableau 1 : Liste des centres de formation professionnelle concernés par le projet</i>	6
<i>Tableau 2 : Récapitulatif des impacts et des mesures d'atténuation du projet</i>	13
<i>Tableau 3 : Matrice des impacts du projet (Phase Construction)</i>	16
<i>Tableau 4 : Matrice des impacts du projet (Phase Exploitation)</i>	17
<i>Tableau 5 : Plan d'atténuation relatif au projet (Phase travaux)</i>	18
<i>Tableau 6 : Plan d'atténuation relatif au projet (Phase Exploitation)</i>	22
<i>Tableau 7 : Programme de surveillance des mesures d'atténuation</i>	25
<i>Tableau 8 : Programme de suivi pour la phase exploitation</i>	28
<i>Tableau 9 : Programme de formation</i>	29
<i>Tableau 10 : Reporting Santé Sécurité Environnement</i>	31

Liste des Abréviations

<i>MCC</i>	<i>Millenium Challenge Corporation</i>
<i>MCA</i>	<i>Millenium Challenge Account</i>
<i>PGES</i>	<i>Plan de Gestion Environnementale et Sociale</i>
<i>EPI</i>	<i>Équipement de Protection Individuel</i>
<i>PPP</i>	<i>Partenariat Public-Privé</i>
<i>ESSS</i>	<i>Environnement, Social et santé & Sécurité</i>
<i>FDS</i>	<i>Fiche de Données Sécurité</i>

1. Introduction

Dans le cadre du Millenium Challenge Corporation « MCC », Le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, ont signé, le 30 Novembre 2015, un deuxième programme de coopération (le « Compact ») qui a pour finalité la contribution à la réduction de la pauvreté au moyen de la croissance économique. Ce programme se base sur le don du gouvernement américain de 450 millions USD, auquel s'ajoute une contribution du gouvernement marocain de 15% au minimum, destiné au financement de deux projets sur une durée de 5 ans.

L'Agence MCA-Morocco est désignée comme Entité Responsable de la gestion et de l'exécution du Compact, chargée par le Gouvernement de la mise en œuvre du Programme objet du Compact. Ce Compact comprend deux projets à savoir l'Amélioration de la Productivité et de la Gouvernance du Foncier (rural et industriel) et l'Education et la Formation pour l'Employabilité.

Le projet concerné par notre étude est sous l'appui du fonds Charaka, il fait partie du projet de l'Education et la Formation pour l'Employabilité, il a pour objectif d'assurer :

- La création ou l'extension de centres de formation professionnelle gérés dans le cadre du partenariat public privé ;
- La réhabilitation de centres publics de formation professionnelle, et leur reconversion en un modèle de gestion classique de gestion en PPP “ partenariat public-privé ”, orienté vers la satisfaction de la demande du secteur privé.
- L'amélioration de la qualité, la pertinence et l'accès équitable à la formation professionnelle.

Dans cette perspective, MCA – Maroc attribue une attention particulière à l'intégration de la composante environnementale et sociale depuis le début du processus, pour assurer la durabilité des projets financés.

Sur cette base, le Projet Charaka, sera donc financé en considérant les aspects environnementaux et sociaux dans les différents stades de sa réalisation, sans oublier de mettre l'accent sur la nécessité de l'intégration de l'approche genre et l'inclusion sociale dans les différentes phases de conception et de mise en œuvre du programme.

En effet, la MOE a procédé au niveau de chaque centre de formation, à la réalisation d'un état des lieux et d'un diagnostic qui s'articule autour du volet ESSS, en vue de mettre la lumière sur les contraintes et les aménagements nécessaires à chaque centre de formation, pour répondre au mieux, aux besoins de tout le personnel du centre.

Le présent rapport a pour objectif principal de définir le plan de gestion environnementale et sociale cadre pour le projet de création/extension/réhabilitation de 15 centres de formation professionnelle répartis dans plusieurs régions du Maroc, afin d'assurer la surveillance et le suivi de la mise en application effective des mesures d'atténuation proposées au niveau de l'étude d'impact sur l'environnement autant en phase de construction qu'en phase d'exploitation.

2. Description du projet

2.1. Présentation du projet

Le projet a pour finalité la création/l'extension/la réhabilitation de 15 centres de formation professionnelle répartis dans plusieurs régions du Maroc. Il s'inscrit dans le cadre du projet « Education et formation pour l'employabilité » du compact II, pour améliorer l'employabilité et le taux d'emploi des jeunes marocains, à travers la promotion de la qualité, de la pertinence et de l'égalité d'accès à la formation professionnelle.

Ainsi, le présent projet concerne l'activité de la « Formation professionnelle », qui vise à :

- La mise en place d'une formation professionnelle, tirée par la demande du secteur privé, par la création d'un Fonds pour le financement de la création, l'extension et/ou la reconversion de centres de formation professionnelle gérés dans le cadre de partenariat public-privé ("PPP") ;
- L'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle ;
- La promotion de l'emploi inclusif par des financements innovants axés sur les résultats permettant l'insertion des femmes économiquement inactives et des jeunes chômeurs à risque issus des zones urbaines et périurbaines dans le marché du travail ;
- L'appui à la mise en place d'un système intégré d'observation du marché du travail.

Les 15 centres de formation concernés par l'étude sont détaillés dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Liste des centres de formation professionnelle concernés par le projet

N°	Région/Préfecture/ Province	Code	Centre de formation professionnelle concerné	Action(s) visée(s)
1	Préfecture de Fès	CFP 2	L'INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES DES METIERS DE L'ARTISANAT	Réhabilitation / Extension
2		CFP 7	CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DU BTP	Création
3	Préfecture de Meknès	CFP 3	L'INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DESCOMPETENCES DES METIERS DE L'ARTISANAT	Réhabilitation / Extension
4		CFP 36	INSTITUT DE FORMATION AUX METIERS DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE (IFMSAS)	Création
5	Province de Fahs – Anjra	CFP 4	L'INSTITUT PLURIDISCIPLINAIRE DES METIERS DE LA LOGISTIQUE ET DE L'INDUSTRIE	Création

6	Province de Beni – Mellal	CFP 24	INSTITUT DE FORMATION AUX METIERS DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE IFMSAS	Création
7	Province de Berrechid	CFP 27	L'INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HAD SOUALEM « ISTA HS »	Création
8		CFP 48	L'INSTITUT SPECIALISE DES METIERS DE L'AERONAUTIQUE ET DE LA LOGISTIQUE AEROPORTUAIRE (ISMALA)	Extension
9		CFP 56	CENTRE DE FORMATION DANS LES METIERS DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	Création
10	Préfecture de Casablanca	CFP 28	L'INSTITUT SPECIALISE DU BATIMENT (ISB)	Réhabilitation et Extension
11		CFP 76	CENTRE DE FORMATION EN BOULANGERIE ET PATISSERIE	Création
12	Préfecture Oujda-Angad	CFP 32	L'INSTITUT DE FORMATION AUX METIERS DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE IFMSAS	Création
13	Préfecture de Tanger-Assilah	CFP 71	L'INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE	Réhabilitation et Extension
14	Province de Ouarzazate	CFP 72-1	L'INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE	Extension
15	Province de Ouazzane	CFP 79	CENTRE REGIONAL DE FORMATION EN ELEVAGE DES PETITS RUMINANTS DE BELLOTA (OUEZZANE) ET SON ANNEXE A CHEFCHAOUEN	Création, Réhabilitation et Extension

2.2. Diagnostic technique

Afin d'atteindre la performance et l'amélioration qualitative des centres de formation professionnelle sélectionnés dans le cadre du compact II, un diagnostic technique s'avère nécessaire pour pouvoir identifier les conditions aussi bien physiques, environnementales que socio-économiques à améliorer et/ou à mettre en place.

Le diagnostic a concerné l'aspect technique (VRD, structure, électricité, etc.), l'aspect environnement, hygiène et sécurité, et l'aspect social.

A cette fin, des visites des sites un par un, ont été organisées pour relever l'état initial avant toute intervention. Le diagnostic a été effectué à travers des visites de l'équipe de la maîtrise d'œuvre afin d'interroger, les principales parties prenantes, sur l'état de tenue des centres de formation professionnelle, et les principales contraintes ressenties et vécues.

Par la suite, une inspection visuelle des lieux a permis de répondre aux objectifs du diagnostic précités ci-dessus, de déterminer la nature et la consistance des travaux à réaliser dans le cadre du projet, et d'évaluer conséquemment les impacts et les mesures d'atténuation à prévoir pour assurer la meilleure intégration possible du projet dans son environnement.

Ainsi, les améliorations cibles à apporter à l'infrastructure, visent à rehausser les centres de formation professionnelle sélectionnés vers un standard minimal commun d'infrastructure, nécessaire pour garantir un environnement d'apprentissage sécurisé, hygiénique et hautement opérationnel ; par le biais de la construction de nouveaux espaces d'apprentissage, des éventuelles rénovation d'internats, de sanitaires, de dortoirs, de plateformes de récréation, de terrains de sport, etc.

La surveillance et le suivi de l'application effective des mesures d'atténuation proposées, sont assurés par la mise en place du plan de gestion environnementale et sociale, dont le contenu sera détaillé dans le présent rapport.

2.3. Consultations publiques

Les consultations publiques s'inscrivent dans le cadre de la consécration de l'approche participative adoptée dès les premières phases de développement de l'activité « Formation professionnelle ». Elles ont pour objectif d'associer l'ensemble des acteurs du champ de la formation professionnelle au niveau de chaque centre de formation bénéficiaire à l'examen des résultats de l'étude relative à l'impact environnemental et social du projet de création/extension/réhabilitation de ses infrastructures, dans la perspective de la validation finale du contenu des travaux, dont la mise en œuvre devrait démarrer durant l'année 2020.

En effet, après la réalisation d'un diagnostic participatif impliquant toutes les parties concernées, un diagnostic technique des centres a été mené avec l'appui d'une équipe technique pluridisciplinaire et en coordination avec tous les intervenants.

Ce diagnostic technique a permis de visiter chacun desdits centres de formation dans l'objectif d'y relever les principales défaillances techniques et les contraintes environnementales, sociales et sanitaires posées et de proposer les ajustements nécessaires pour construire et/ou réhabiliter les infrastructures nécessaires afin de créer un environnement propice à l'amélioration de la qualité des apprentissages et des performances des établissements.

Compte tenu du budget limité alloué à chaque centre de formation, il a été procédé au classement et à la priorisation des travaux en coordination avec toutes les parties concernées, de façon à concilier les résultats du diagnostic technique avec les revendications du personnel des centres de formation. Par ailleurs, la priorité est donnée aux travaux visant la garantie de la sécurité sanitaire et sociale au sein de chaque établissement, la mise en place d'infrastructures et d'équipements de base au profit des personnes ayant des besoins spécifiques et le respect de l'approche genre.

Lors du déroulement des consultations publiques, certaines remarques et doléances ont été formulées par l'audience. Des éclaircissements ont été donnés séance tenante et ont répondu à une partie des remarques, d'autres ont été notées, discutées et satisfaites par l'équipe technique en concertation avec le MO.

Suite à ces consultations le programme final des travaux a été arrêté.

3. Situation initiale de référence

Le projet de création/extension/ réhabilitation des 15 centres de formation professionnelle regroupe plusieurs régions du Maroc. Afin de donner un aperçu général de la situation environnementale et sociale de ces centres de formation, il est judicieux de procéder à une description par région, vu que la présentation détaillée de la situation de référence pour chaque province/ préfecture figure d'ores et déjà au niveau de l'étude d'impact sur l'environnement.

Les 10 provinces/préfectures sont regroupées en 6 régions à savoir :

- **Région de Casablanca – Settat** : englobe la préfecture de Casablanca, la province de Mediouna, et la province de Berrechid.
- **Région de Fès – Meknès** : compte les deux préfectures de Fès et Meknès.
- **Région de Tanger – Tétouan – Al Hoceima** : regroupe la préfecture de Tanger – Assilah et les provinces de Fahs – Anjra, de Ouezzane, et de Chefchaouen.
- **Région de Béni – Mellal – Khénifra** : représentée uniquement, dans notre cas d'étude, par la province de Béni – Mellal.
- **Région de Draa – Tafilalet** : représentée uniquement par le centre au niveau de la province de Ouarzazate.
- **Région de l'Oriental** : représentée uniquement par le centre au niveau de la préfecture d'Oujda – Angad.

Ci-après l'essentiel de la situation environnementale et sociale pour chaque région citée ci-dessus :

- **La région de Casablanca-Settat** est caractérisée par un climat de type océanique : doux, modéré et pluvieux en hiver ; et humide et tempéré en été ; avec une absence de gelée en hiver et une forte humidité durant l'année, présentant ainsi des conditions favorables à une forte urbanisation, avec une pluviométrie faible et irrégulière.

Concernant le dispositif de la formation professionnelle de cette région, il est diversifié et multisectoriel. En effet, plus de 180 filières (Administration, gestion et commerce, BTP, NTIC, Cuir, Textile, hôtellerie, offshoring, Textile & habillement, Aéronautique, Automobile, Artisanat, Métiers de logistique ...etc.) sont enseignées dans 75 établissements accrédités qui sont implantés dans les différentes préfectures et provinces de la Région. La majorité des établissements relève de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail « O.F.P.T », les autres dépendent de plusieurs Ministères : la Jeunesse, l'Artisanat, le Tourisme, l'Intérieur, la Justice, la Santé, etc. ...

- **La région de Fès – Meknès** dispose d'une importante richesse naturelle susceptible de renforcer sa position économique. Elle est dotée d'un climat allant du méditerranéen au continental à hiver et à été chaud, avec des distinctions importantes au niveau de la pluviométrie, notamment la présence de trois différentes zones : zones humides, zones moyennement arrosées et zones sèches.

En matière de formation professionnelle, la région compte 25 079 stagiaires au titre de l'année scolaire 2012-2013 dont 35% sont inscrits dans le niveau de technicien et 26,2% dans le niveau de qualification. Selon les provinces, la préfecture de Fès occupe la première place avec 41,5% de l'ensemble des stagiaires suivie de la préfecture de Meknès avec 29,84%.

- **La région de Tanger – Tétouan – Al Hoceima** : soumise à des conditions météorologiques variées. Au niveau des hauts reliefs, la pluviométrie moyenne varie entre 1800 mm sur la partie ouest du Rif

(massifs montagneux du Haouz et de la dorsale calcaire) et 600 mm sur les hauts bassins du Rif à l'est de l'Oued Ouringa. Les températures restent en général, clémentes en hiver, douces en été, aussi bien sur les côtes qu'en altitude.

L'aspect de la formation professionnelle est aussi diversifié et multisectoriel. De ce fait, plus de 180 filières (Administration, gestion et commerce, BTP, NTIC, Cuir, Textile, hôtellerie, offshoring, Textile & habillement, Aéronautique, Automobile, Artisanat, Métiers de logistique ...etc.) sont enseignées dans 34 établissements accrédités qui sont implantés dans les différentes préfectures et provinces de la Région. La majorité des établissements relève de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail « OFPPT », les autres dépendent de plusieurs Ministères : la Jeunesse, l'Artisanat, le Tourisme, l'agriculture, l'Intérieur, la Justice, la Santé, la Solidarité etc. ...

- **La Région de Béni – Mellal – Khenifra** représentée uniquement, dans le cadre de notre projet, par la province de Beni – Mellal. Cette province est caractérisée par climat Continental semi-aride, chaud en été, froid en hiver avec un effet marqué de l'altitude sur la variabilité des précipitations du sud vers le nord. La température moyenne de la province est de 26.7 °C. Pour la pluviométrie annuelle de la province, elle connaît d'importantes variations. Elle a enregistré des précipitations de l'ordre de 291 mm en 2012, et de l'ordre de 460,3 mm en 2008.

En matière de formation professionnelle, l'effectif des stagiaires de la région a atteint 16 351 au titre de l'année 2012-2013 dont 33% sont inscrits dans le niveau de technicien, 32% dans le niveau de qualification et 23% dans le niveau de technicien spécialisé.

Selon les provinces, la province de Béni Mellal occupe la deuxième place avec 28% de l'ensemble des stagiaires.

- **La Région de Draa – Tafilalet** représentée uniquement, dans le cadre de notre projet, par la province d'Ouarzazate. Cette région se caractérise par un climat semi-désertique dont les principaux traits : un écart thermique important entre les températures très élevées de l'été (42°C comme moyenne et celles très basses de l'hiver (-0,5°C comme moyenne) ; des précipitations faibles et réparties de façon irrégulières dans le temps et dans l'espace, et la majorité du territoire rassoit moins de 100 mm de pluie par an.

En termes de formation professionnelle, l'effectif des stagiaires dans la région a atteint 5 673 au titre de l'année 2012-2013, dont 33,3% sont inscrits dans le niveau de technicien et 27,9% dans le niveau de qualification. La province d'Ouarzazate représente un total de 1 642 stagiaires au titre de la même année.

- **La Région de l'Oriental** représentée uniquement, dans le cadre de notre projet, par la préfecture de Oujda – Angad, qui est caractérisée par un climat continental semi-aride, avec de grands écarts dans les températures et par un déficit chronique dans la pluviométrie qui est généralement mal répartie dans le temps. La Préfecture d'Oujda-Angad est dotée, du point de vue de la formation professionnelle, d'une infrastructure assez diversifiée, mais celle-ci est concentrée au niveau de la ville d'Oujda qui centralise tous les établissements existants dans ce domaine dans la préfecture.

Le nombre d'établissements publics et privés fonctionnels dans la ville d'Oujda s'élève à 68.
Les effectifs des stagiaires recensés au titre de l'année scolaire 2004/2005 ont atteint 4 000 stagiaires dont 1 955 faisant partie du secteur privé, et 2 045 du secteur public.

4. Principaux impacts du projet

Ce présent projet ne donne pas lieu à des impacts environnementaux et sociaux majeurs négatifs durant sa réalisation. En effet, la présence d'impacts est surtout liée à la phase travaux ; toutefois, ils sont maîtrisables et peuvent être atténués par des mesures adéquates et faciles à mettre en œuvre, et pourront aussi être évités au cours de la conception, par la mise en place de solutions anticipées de gestion de l'aspect environnemental et social du chantier.

Toutes les activités envisagées au cours de ce projet ne devraient pas être au détriment des habitats naturels et des ressources culturelles. En effet, la description du milieu a mis en évidence l'absence, à proximité des centres de formation, d'éléments naturels sensibles. Les terres agricoles limitant les centres de formation situés en dehors du milieu urbain ne seront pas affectées, vu que toutes les actions se dérouleront à l'intérieur de ces centres de formation.

La mise en place d'un Plan de Gestion environnementale et Sociale relatif à chaque centre de formation professionnelle, va permettre de concevoir un cadre de gestion des activités pour une mise en œuvre efficace et efficiente des différentes mesures proposées. Par ailleurs, le suivi environnemental et social des activités en phase chantier, va permettre de gérer et d'atténuer, en temps réels, les impacts négatifs identifiés. En plus de vérifier l'efficacité des mesures d'atténuation des impacts préalablement identifiés et porter les mesures correctives, le suivi va permettre aussi d'identifier s'il y a lieu, d'autres impacts en temps réel, de les gérer et de les atténuer.

Le projet des 15 centres de formation professionnelle aura d'importants impacts positifs et quelques impacts négatifs qui restent limités suite aux aspects suivants :

- Les impacts sont limités dans le temps, et dans l'espace ;
- L'objectif du projet lui-même est de créer un environnement pour l'apprentissage, qui soit sain, propice et innovant sur le plan pédagogique, et donc durable ;
- Les actions qui seront réalisées ont des impacts faibles, limités à la phase chantier. Les actions de construction et/ou de mise à niveau sont limitées à l'enceinte du centre de formation, et donc ne présentent pas de sensibilités particulières ni sur le plan biophysique, ni social. Les emprises sont limitées.

➤ **Impacts positifs et avantages du projet :** Le projet aura des impacts positifs très importants à savoir l'amélioration des conditions de la formation professionnelle, de l'accessibilité, de la qualité de la formation, et le renforcement de la qualité du capital humain. Il va permettre la réalisation des objectifs suivants :

- Amélioration des conditions environnementales de santé et de sécurité au niveau des centres de formation ainsi que les conditions d'apprentissage ;
- L'accessibilité des centres de formation pour les personnes à mobilité réduite ;
- Le respect de l'aspect genre en s'intéressant aux conditions de santé, de sécurité, et d'hygiène aussi bien des femmes que des Hommes ;
- La mise en conformité de chaque centre avec les normes de sécurité et d'hygiène ;

- L'équité des chances et l'équité spatiale ;
- La prise en compte des doléances et demandes exprimées lors du processus de réalisation avec une approche participative avec les concernés par le projet.

Il est important de souligner que ce projet constituera un modèle qui peut être suivi par les autres centres de formation du Maroc. En effet, le projet est un projet pilote dont le secteur de la formation pour l'employabilité pourrait profiter de ses retombées positives et du retour d'expérience.

➤ **Impacts environnementaux négatifs limités** : Les impacts identifiés pendant les différentes phases de réalisation du projet sont présentés ci-dessous :

❖ **Phase des travaux :**

Les impacts environnementaux sont ceux spécifiques aux chantiers de construction, réhabilitation ou aménagement et sont similaires pour la majorité des chantiers en sites occupés et sont comme suit :

- Perturbation du fonctionnement normal du centre de formation. En effet, les travaux se dérouleront durant la période des cours et/ou stages, ce qui risque de créer des gênes pour le déroulement des formations. Afin de contrer cet impact, l'entreprise devra planifier ses travaux de telle sorte à programmer, dans la mesure du possible, les travaux les plus générateurs de bruit et de nuisances, en dehors du temps de la formation, les weekends et durant la période des vacances.
- Augmentation du niveau de bruit provenant de la circulation des camions, et du fonctionnement des engins du chantier (Malaxeur, compresseur d'air, marteaux piqueurs, etc.). Cet impact peut être atténué par les actions suivantes : Respecter les horaires de travail, planifier les travaux en fonction de leurs nuisances et des heures de cours, mettre en place des mesures de contrôle régulier de l'intensité du bruit, installer les limiteurs de bruit sur les échappements des engins tel que le compresseur d'air, et port des équipements de protection individuelle (EPI) par les ouvriers.
- Augmentation des émissions de poussières (circulation, envol des matériaux fins de construction). Cet impact peut être atténué par l'utilisation des abats poussière, l'arrosage des pistes et des accès, et le stockage convenable des matériaux de construction, bâchage des camions et des matériaux de construction, et port des équipements de protection individuelle (EPI) par les ouvriers ;
- Perturbation de la circulation et des accès initiaux à cause de la présence du chantier, et de la circulation des engins : la mesure préconisée est de mettre en place un plan de circulation et de signalisation, éviter les stationnements des engins en dehors de l'emprise du chantier ou de l'emprise dédiée à cette fin ;
- Piétinement ou dépôt d'excavats ou débris au niveau des espaces verts ;
- Rejets liquides et solides du chantier suite à la présence des ouvriers, de la manipulation de produits dangereux sur le chantier: cet impact est atténué par la mise en place de toilettes mobiles, la mise en place d'un plan de gestion des déchets aussi bien ménagers et assimilés que dangereux (collecte et rejets au niveau des bacs destinés à cette fin sur le chantier pour les déchets ménagers qui seront mis en décharge par les services communaux, gestion déléguée des déchets dangereux par des sociétés spécialisées) et suivi des déchets dangereux par le biais d'un bordereau de suivi;
- Risques santé-sécurité : risque d'accident (Chute, blessure...), risque d'inhalation de produits dangereux : les mesures d'atténuation à mettre en place sont résumées comme suit : application

du code de travail et des bonnes pratiques en matière de santé-sécurité des chantiers, désignation d'un responsable Hygiène-Sécurité sur le chantier, et port des équipements de protection individuelle (EPI) ;

❖ **Phase exploitation :**

Les impacts négatifs du projet en phase exploitation sont très minimes tenant compte de la nature des travaux programmés. Pour les centres de formation, la majorité des sources d'impact concerne la mise à niveau des différents ouvrages de l'établissement, en relation avec l'électricité, les gros œuvres, les fluides et VRD, l'augmentation de fréquentation, les déchets générés dans le cadre du fonctionnement normal des centres, les risques potentiels/déchets liés aux activités de travaux pratiques (produits chimiques, déchets médicaux et pharmaceutiques et autres déchets dangereux), etc.

Pour la mise à niveau des ouvrages d'assainissement en milieu rural, et plus particulièrement la fosse septique, les déchets de curage de cette dernière peuvent éventuellement poser contrainte s'ils ne sont pas gérés convenablement.

On peut conclure que tous les impacts environnementaux et sociaux négatifs sont de faible importance et facilement gérable tenant compte de la nature des travaux et de l'importance du chantier (temps réduit et taille limitée).

Le tableau suivant donne un récapitulatif des impacts et des mesures d'atténuation du projet :

Tableau 2 : Récapitulatif des impacts et des mesures d'atténuation du projet

Impacts	Mesures d'atténuation
Phase Chantier (Construction, réhabilitation ou aménagements)	
Perturbation du fonctionnement du centre de formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser les travaux en tenant compte de la spécificité du chantier (zones occupées) • Programmer les livraisons en dehors des heures d'entrées et de sorties des stagiaires du centre de formation. • Délimiter les zones de travaux et respecter les heures de cours. • Planifier les travaux de telle sorte à programmer les actions les plus génératrices de bruit et de nuisances, en dehors du temps de formation, les weekends et durant la période des vacances et ce dans la mesure du possible.
Augmentation du niveau de bruit	<ul style="list-style-type: none"> • Respecter les horaires de travail, programmer les travaux en fonction de leur niveau de bruit et en tenant compte des heures de cours. • Mettre en place des mesures de contrôle régulier de l'intensité du bruit, installer les limiteurs de bruit sur les échappements des engins tel que le compresseur d'air, et port des équipements de protection individuelle (EPI) par les ouvriers.
Augmentation des émissions de poussière	Utilisation des abats poussière, l'arrosage des pistes et accès, et le stockage convenable des matériaux de construction, bâchage des camions et des matériaux, et port des EPI par les ouvriers.

Perturbation de la circulation et des accès	Mise en place d'un plan de circulation et de signalisation, dévier l'accès si possible du chantier par rapport à l'accès des riverains, éviter les stationnements des engins en dehors de l'emprise du chantier.
Piétinement et dépôt d'excavats ou débris au niveau des espaces verts	Balisage et interdiction d'accès à ces espaces.
Rejets liquides et solides	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de toilettes mobiles, et la mise en place d'un plan de gestion des déchets aussi bien ménagers et assimilés que dangereux (tri, collecte et mise en décharge) • Suivi des déchets dangereux par le biais d'un bordereau de suivi jusqu'à élimination.
Risques santé-sécurité	<ul style="list-style-type: none"> • Application du code de travail et des bonnes pratiques en matière de santé-sécurité des chantiers, désignation d'un responsable Hygiène-Sécurité sur le chantier, et port des EPI • Sensibilisation régulière des ouvriers aux bonnes pratiques environnementales et santé - sécurité sur chantier. • Prévoir une séance de sensibilisation des ouvriers à la problématique de transmission du VIH/SIDA • Prévoir du matériel / trousse de premier soins • Interdire l'intrusion du personnel du chantier en dehors de la limite des travaux, et sanctionner tout acte de violence ou harcèlement • Fournir de l'eau potable en quantité suffisante aux employés de l'entreprise.
Impact sur le genre et l'inclusion sociale	Sensibilisation des entreprises sur l'aspect genre et l'inclusion sociale
Phase Exploitation	
Emissions dans l'air dues à l'exercice des travaux publics et à la fréquentation des centres	<ul style="list-style-type: none"> • La limitation des rejets générés par les travaux pratiques • Mise à disposition des équipements de protection individuelle (EPI) pour les stagiaires et les instructeurs de travaux pratiques impliquant la manipulation de produits volatiles. • Le port obligatoire des EPI.
Pollution sonore (travaux pratiques, travaux d'entretien)	<ul style="list-style-type: none"> • Planifier les travaux d'entretien en dehors des heures de formation. • Veiller à utiliser des outils et appareils de travaux pratiques en bon état et aux normes en matière de bruit. • Exiger le port obligatoire des EPI pour les stagiaires et les instructeurs pendant les heures de travaux pratiques (ex : casques de protection auditive, bouchons d'oreilles).
Production de déchets	<ul style="list-style-type: none"> • La récupération des déchets dangereux (par exemple les produits chimiques, les huiles usagées, des déchets médicaux et pharmaceutiques) générés par les travaux pratiques ou tout autre

	<p>produit susceptible de polluer les eaux doit se faire dans les règles de l'art</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de toilettes raccordées au réseau d'assainissement de la commune, le cas échéant • Pour les toilettes raccordées aux fosses septiques, la collecte et la gestion des eaux usées sanitaires doit être faite par un opérateur spécialisé
Risque sur la santé et la sécurité (accroissement du trafic dû à la fréquentation du centre, manipulation de produits dangereux lors des travaux pratiques)	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à la disposition des stagiaires et du personnel les Equipement de Protection Individuelle (EPI) adaptés à chaque type de travaux pratiques. • Mettre à la disposition du centre une infirmerie équipée et disponible.
Augmentation du trafic pendant les heures de pointe	Prévoir une signalisation adéquate afin de limiter la perturbation de la circulation routière aux abords du centre.

Il est à noter que l'EIES du projet énumère les principaux impacts par grands domaines d'activités des centres en phase d'exploitation. De plus, les PGES spécifiques donneront davantage de précisions en tenant compte des spécificités de chaque centre de formation.

5. Plan de gestion environnementale et sociale

5.1. Matrice des impacts du projet

Tableau 3 : Matrice des impacts du projet (Phase Construction)

		ELEMENT DU MILIEU	MILIEU PHYSIQUE				MILIEU BIOLOGIQUE	MILIEU HUMAIN			
			Sol	Ressources en Eau	Air	Ambiance sonore	Flore	Infrastructures	Population		
ACTIVITES DU PROJET	SOURCES D'IMPACTS	Qualité du sol et du sous-sol	Qualité des eaux souterraines	Qualité de l'air	Ambiance sonore	Flore et couvert végétal	Infrastructures et circulation routière	Santé - sécurité	Cadre d'apprentissage	Développement socio-économiques	Emploi
Activités de construction	Recrutement des employés et achat des biens et services									+	+
	Installations du chantier (Présence des employés, travaux de mise en place du chantier...)	-	-	-	--	-	--	--	-	+	+
	Travaux de construction et/ou réhabilitation prévus	-	-	-	--	-	--	--	-	+	+
	Transport de matériaux et circulation des engins	-	-	-	--		--	--	-		
	Manutention de produits chimiques et des hydrocarbures	-	-	-	--	-		--			
	Production et gestion des déchets solides et liquides générés par les travaux du chantier (ex : gravas, la base vie et les opérations d'entretien des véhicules et engins)	-	-	-		-		--	-		

Importance de l'impact :

- Moyenne : - -
- Faible : -
- Positif : +

Tableau 4 : Matrice des impacts du projet (Phase Exploitation)

		ELEMENT DU MILIEU	MILIEU PHYSIQUE				MILIEU BIOLOGIQUE	MILIEU HUMAIN			
			Sol	Ressources en Eau	Air	Ambiance sonore	Flore	Infrastructures	Population		
ACTIVITES DU PROJET	SOURCES D'IMPACTS	Qualité du sol et du sous-sol	Qualité des eaux souterraines	Qualité de l'air	Ambiance sonore	Flore et couvert végétal	Infrastructures et circulation routière	Santé - sécurité	Cadre d'apprentissage	Développement socio-économiques	Emploi
Exploitation	Recrutement des enseignants									+	+
	Recrutement du personnel administratif									+	+
	Effets positifs sur les commerces et restaurants de proximités									+	+
	Travaux d'entretiens des locaux et de maintenance des équipements				-			-	-	+	+
	Transport du personnel et des stagiaires/Fréquentation des centres	-	-	-	-	-	-	-	-		
	Travaux pratiques (manipulation de machines, de produits chimiques...)		-	-	-			-			
	Production et gestion des déchets solides et liquides générés dans la cadre du fonctionnement courant des centres	-	-	-				-	-		

Importance de l'impact :

- Moyenne : - -
- Faible : -
- Positif : +

5.2. Plan d'atténuation

Tableau 5 : Plan d'atténuation relatif au projet (Phase travaux)

Phase du projet	Composante	Impacts sur l'Environnement	Mesures d'atténuation/bonification des impacts	Responsabilité de mise en œuvre	Responsabilité du contrôle	Coûts d'investissement et de fonctionnement
Travaux	Qualité de l'air	<ul style="list-style-type: none"> - La dégradation de la qualité de l'air suite aux émissions des gaz d'échappement des véhicules et engins. - Emanation de poussières liées à la circulation des camions et les travaux au sein du chantier 	<ul style="list-style-type: none"> - L'arrosage périodique des zones de travaux, des pistes et des voies d'accès afin de minimiser les émissions de poussières. - La mise en place d'une bâche de protection sur les camions transportant des matériaux volatiles afin de limiter l'émanation de poussières et des particules dans l'air. - La limitation de la vitesse sur le chantier (20km/h), et au voisinage du site pour atténuer l'envol des poussières. - Sensibiliser et former les conducteurs à la conduite écologique et au respect des limites de vitesse. - Le contrôle et la visite technique périodique des véhicules du chantier. - La mise en place d'un personnel qualifié pour l'entretien et le suivi régulier des engins. - L'engagement avec un prestataire agréé spécialisé dans le contrôle, la maintenance et l'évaluation de la conformité réglementaire de toute la flotte du chantier aux normes nationales de rejets atmosphériques des sources mobiles. - Mise à disposition des EPI à tout le personnel du chantier. - Le port obligatoire des équipements de protection individuelle (EPI). 	Entreprise des travaux	MCA Morocco / Maitrise d'œuvre	Coûts inclus dans le budget lié aux travaux
	Ambiance sonore	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution sonore générée par les mouvements des engins et par les travaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Planifier les travaux de manière à respecter au maximum les heures de formation. Idéalement les travaux les plus générateurs de bruit doivent être programmés en dehors du temps d'enseignement, les weekends et pendant les vacances. - Respecter strictement les horaires de travail. - S'assurer que les conducteurs respectent les limites de vitesse. - Veiller à utiliser des engins en bon état et aux normes en matière de bruit. - Couper les moteurs des véhicules et engins thermiques à l'arrêt. - Exiger le port obligatoire des EPI pour les employés pendant les heures de travail à proximité des zones bruyantes (ex : casques de protection auditive, bouchons d'oreilles). 	Entreprise des travaux	MCA Morocco / Maitrise d'œuvre	Coûts inclus dans le budget lié aux travaux
	Sol	<ul style="list-style-type: none"> - Risques de contamination du sol par déversement accidentel, fuite ou par une mauvaise gestion des déchets. 	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à l'utilisation d'une machinerie et des engins en bon état. - Limiter les pistes d'accès et définir les zones de stockage de matériaux et d'engins. - Limiter le déplacement de la machinerie aux aires de travail et aux zones du chantier. - Réaliser le ravitaillement des engins en carburant, dans des lieux spécialisés désignés à cet effet. - Mener les opérations de lavage, de vidange et de maintenance des engins hors site dans les ateliers mécaniques spécialisés. - Elaborer un plan d'intervention d'urgence en cas de fuite ou de déversement de polluants, et assurer sa compréhension et son exécution auprès des employés du chantier. 	Entreprise des travaux	MCA Morocco / Maitrise d'œuvre	Coûts inclus dans le budget lié aux travaux

Phase du projet	Composante	Impacts sur l'Environnement	Mesures d'atténuation/bonification des impacts	Responsabilité de mise en œuvre	Responsabilité du contrôle	Coûts d'investissement et de fonctionnement
Travaux			<ul style="list-style-type: none"> - Eviter l'accumulation de tous types de déchets sur le site des travaux. Leur évacuation régulière vers les lieux d'élimination prévus à cet effet, serait la meilleure solution pour éviter toute pollution possible du sol. - Mettre en place des programmes de formation adéquats, séances de sensibilisation à la manutention des matières dangereuses et le risque de pollution du sol par déversement accidentel et/ou fuite. - Interdire tout rejet direct lié à la présence des ouvriers dans les installations du chantier. - Prévoir sur place une provision en matières absorbantes et kit de dépollution pour gérer les situations de pollution accidentelle. - En cas de déversements accidentels ou par négligence des huiles de vidange et autres hydrocarbures et produits chimiques sur le site, la mesure à prendre consiste à circonscrire localement la pollution, récupérer la terre polluée et la stocker dans un bac pour être gérée comme un déchet dangereux par des opérateurs agréés spécialisés dans le traitement des déchets dangereux. La source d'impact devra être immédiatement éliminée - Les Bacs de stockage de combustibles/produits chimiques doivent être conçus aux normes environnementales à un volume suffisant pour contenir les risques de fuites (un volume de 110 % de leur capacité de stockage serait suffisant). - Prévoir la remise en état du site après les travaux. 			
	Ressources en eau souterraines	<ul style="list-style-type: none"> - Risques de contamination des eaux souterraines par déversement accidentel ou fuite. - Pollution des eaux souterraines par une mauvaise gestion des déchets. 	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la bonne gestion environnementale du chantier. - Tout rejet direct dans le milieu naturel des eaux de lavage du matériel (outils, véhicules...) et des eaux usées est interdit. - La récupération des déchets dangereux ou tout autre produit susceptible de polluer les eaux doit se faire dans les règles de l'art. - L'obligation d'envisager une procédure et des moyens d'intervention d'urgence pour contenir une éventuelle pollution accidentelle des eaux, tout en évitant la dispersion des polluants grâce à des produits absorbants ou par le décapage de la couche du sol atteinte par la pollution. - La Gestion des matières polluantes et dangereuses : la zone prévue pour le dépôt de matière polluantes et dangereuses, doit être suffisamment à l'abri et épargnée, du risque de lessivage par les eaux pluviales lors de la saison pluvieuse. - La Sensibilisation des ouvriers et des responsables du chantier sur les risques de lessivage des polluants en cas d'une mauvaise gestion des déchets solides et liquides pouvant par la suite contaminer par infiltration les ressources souterraines. - Le suivi de l'étanchéité des bacs de rétention des produits chimiques. - Utilisation des toilettes mobiles par les ouvriers. La collecte et la gestion des eaux usées sanitaires doit être faite par un opérateur 	Entreprise des travaux	MCA Morocco / Maitrise d'œuvre	Coûts inclus dans le budget lié aux travaux

Phase du projet	Composante	Impacts sur l'Environnement	Mesures d'atténuation/bonification des impacts	Responsabilité de mise en œuvre	Responsabilité du contrôle	Coûts d'investissement et de fonctionnement
			spécialisé qui se chargera du pompage des eaux usées et leur traitement selon les règles environnementales en vigueur.			
	Flore	- Risque d'endommager les espaces verts à l'intérieur du centre de formation professionnelle.	- Interdire la circulation des engins au-delà des zones de travaux. - Restaurer et reboiser la végétation dans le cas d'une dégradation.	Entreprise des travaux	MCA Morocco / Maitrise d'œuvre	Coûts inclus dans le budget lié aux travaux
	Santé et Sécurité	- Risques sur la santé et la sécurité des stagiaires, des enseignants, du personnel de l'administration et des ouvriers suite aux différentes activités du chantier. - Risques d'accidents de travail liés aux différents travaux prévus	- Exiger au personnel de chantier le port des équipements de Protection Individuelle (EPI) adaptés à chaque opération et les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits chimiques utilisés. - Contrôler le port des équipements de protection individuels. - Veiller au respect de la matrice de compatibilité entre les produits dangereux stockés. - Mettre à la disposition du personnel une trousse des premiers soins. - Mettre en place les conditions d'hygiène pour le personnel du chantier (toilettes, vestiaires, réfectoire...). - Sensibiliser en continu le personnel de chantier sur les bonnes pratiques environnementales et les procédures d'hygiène, santé et de sécurité (HSE). - Prévoir une séance de sensibilisation des ouvriers à la problématique de transmission du VIH/SIDA - Interdire l'intrusion du personnel du chantier en dehors de la limite des travaux, et sanctionner tout acte de violence ou harcèlement. - Fournir de l'eau potable en quantité suffisante aux employés de l'entreprise.	Entreprise des travaux	MCA Morocco / Maitrise d'œuvre	Coûts inclus dans le budget lié aux travaux
	Infrastructures et circulation routière	- Risque de perturbation du trafic et création d'une gêne de circulation routière surtout pendant les heures de pointe. - Augmentation du trafic et risque de dégradation de l'infrastructure routière.	- Interdire les surcharges de véhicules lourds. - Prévoir, pour tout convoi de charge exceptionnelle, des moyens de transport conformes aux règles de l'art : utilisation de véhicules poids lourd adaptés, notification des autorités. - Choisir les horaires de transport pour le passage à proximité des habitations de façon à ne pas perturber leurs activités quotidiennes. - Prévoir une signalisation adéquate afin de limiter la perturbation de la circulation routière par les travaux. - L'accès des poids lourds au site devra se faire selon un programme de chargement. - Les camions ne peuvent accéder au site que si la zone de chargement est dégagée. Cette planification va permettre d'éviter l'encombrement des voies par des camions en attente. - Les véhicules de transport emprunteront en priorité les routes principales (autoroutes, routes nationales) et éviteront le plus possible les zones sensibles (par exemple : les écoles, les centres de santé, douars...).	Entreprise des travaux	MCA Morocco / Maitrise d'œuvre	Coûts inclus dans le budget lié aux travaux
		- La création d'emplois en phase travaux.	- Favoriser le recrutement de la main d'œuvre locale. - Encourager le recrutement, à niveau et qualification égale, des femmes. - Favoriser le principe de l'inclusion sociale.	Entreprise des travaux	MCA Morocco / Maitrise d'œuvre	Coûts inclus dans le budget lié aux travaux

Phase du projet	Composante	Impacts sur l'Environnement	Mesures d'atténuation/bonification des impacts	Responsabilité de mise en œuvre	Responsabilité du contrôle	Coûts d'investissement et de fonctionnement
	Emploi et développement socio-économique	<ul style="list-style-type: none"> - La dynamisation des activités commerciales existantes à proximité des centres de formation professionnelle. - L'enrichissement socio-économique de la région et des provinces abritant le projet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier les échanges commerciaux avec les sociétés de biens et services locales. - Multiplier davantage les offres et les opportunités d'emploi en faveur des populations avoisinantes. - Respecter la réglementation en vigueur du Code de travail. 			

Tableau 6 : Plan d'atténuation relatif au projet (Phase Exploitation)

Phase du projet	Composante	Impacts sur l'Environnement	Mesures d'atténuation/bonification des impacts	Responsabilité de mise en œuvre	Responsabilité du contrôle	Coûts d'investissement et de fonctionnement
Exploitation	Air	<ul style="list-style-type: none"> - La dégradation de la qualité de l'air suite aux émissions des gaz d'échappement des véhicules transportant le personnel et les stagiaires vers les centres créés ou étendus, ce qui pourrait engendrer des problèmes de santé comme la bronchite chronique, l'asthme, et autres maladies respiratoires. - Emanation d'émission lors des travaux pratiques travaux au sein des centres (fumées et odeurs pour la formation en boulangerie ou en artisanat). - Poussières émanant des travaux de terrassement, maçonnerie...dans le centre de formation en BTP - Gaz d'échappement émanant des travaux de maintenance de machines 	<ul style="list-style-type: none"> - La limitation des rejets générés par les travaux pratiques (exemple : cheminées et hottes aspirantes pour la boulangerie) - Mise à disposition des EPI (Ex : les masques de protection) aux stagiaires et instructeurs de travaux pratiques impliquant la manipulation de produits volatiles (notamment dans l'Artisanat et l'industrie). - Le port obligatoire des équipements de protection individuelle (EPI) lors des travaux pratiques. 	Porteurs du projet	Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle / collectivités locales	Coûts inclus dans le budget de fonctionnement du centre
	Ambiance sonore	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution sonore générée par : <ul style="list-style-type: none"> o La fréquentation du centre de formation. o L'exerce des travaux pratiques générant du bruit (exemple : formation aux métiers du bâtiment, de l'aéronautique...) o L'exercice des travaux d'entretien des locaux et de maintenance des équipements des centres 	<ul style="list-style-type: none"> - Planifier les travaux d'entretien en dehors des heures de formation. - Veiller à utiliser des outils et appareils de travaux pratiques en bon état et aux normes en matière de bruit. - Exiger le port obligatoire des EPI pour les stagiaires et les instructeurs pendant les heures de travaux pratiques (ex : casques de protection auditive, bouchons d'oreilles). - Isoler (isolation sonore) les salles de travaux de pratique générateurs (atelier de réparation, de soudure...) de bruits des salles de cours 	Porteurs du projet	Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle / collectivités locales	Coûts inclus dans le budget de fonctionnement du centre
	Sol	<ul style="list-style-type: none"> - Perte de sol par décapage à cause de la fréquentation par les véhicules et les piétons se rendant dans le centre ; - La pollution du sol due à une mauvaise gestion des déchets générés dans le cadre de l'exercice habituelle des activités du centre. - Déversement accidentel des produits chimiques utilisés dans l'artisanat ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Délimiter les zones de passage pour les piétons. - Délimiter les zones de stationnement des véhicules du personnel et des visiteurs des centres. - Délimiter les zones réservées à la manipulation des produits pouvant générer des déchets dangereux. - Délimiter les zones réservées au pâturage des animaux d'élevage. - Traiter les déchets dangereux en conformité avec la réglementation en vigueur (déchets des produits chimiques, déchets d'infirmeries...). - Eviter l'accumulation de tous types de déchets au niveau du centre. Leur évacuation régulière vers les lieux d'élimination 	Porteurs du projet	Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle / collectivités locales	Coûts inclus dans le budget de fonctionnement du centre

Phase du projet	Composante	Impacts sur l'Environnement	Mesures d'atténuation/bonification des impacts	Responsabilité de mise en œuvre	Responsabilité du contrôle	Coûts d'investissement et de fonctionnement
Exploitation		<ul style="list-style-type: none"> - Risque de mauvaise gestion des huiles usagées émanant de l'entretien des machines et de filières de la restauration; - Risque décapage dû sol dû aux travaux pratiques dans le BTP ; - Risque de perte de végétation dû à une mauvaise maîtrise du cheptel (pâturage en dehors des espaces réservés) au niveau du centre de formation en élevage. 	prévus à cet effet, serait la meilleure solution pour éviter toute pollution possible du sol.			
	Eau	- Pollution des eaux souterraines et de surface par une mauvaise gestion des déchets (notamment eaux de lavage des outils souillées, huiles usagées...).	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la bonne gestion environnementale des centres. - La récupération des déchets dangereux éventuellement générés par les travaux pratiques ou tout autre produit susceptible de polluer les eaux doit se faire dans les règles de l'art. - Utilisation de toilettes raccordées au réseau d'assainissement de la commune, le cas échéant. - En cas d'utilisation de toilettes raccordé aux fosses septiques, la collecte et la gestion des eaux usées sanitaires doit être faite par un opérateur spécialisé qui se chargera du pompage des eaux usées et leur traitement selon les règles environnementales en vigueur. - Les déchets médico-pharmaceutiques (provenant des infirmeries des centres et des centres de formations aux métiers de la santé) seront séparés des autres déchets, collectés dans des bacs dédiés, et récupérés par des sociétés agréées pour leur élimination. - Pour la gestion des déchets médicaux et pharmaceutiques, il faudra mettre en place un système de gestion interne qui comprend notamment la désignation d'un responsable qualifié chargé de la gestion desdits déchets et la tenue d'un registre pour inscrire les quantités, la catégorie, l'origine des déchets produits, collectés, stockés et éliminés. - Récupérer les liquides dangereux (eaux et huiles usagées émanant du nettoyage et de l'entretien des machines et engins) dans des conteneurs appropriés, les identifier en tant que déchets dangereux et procéder à leur élimination par un prestataire agréé 	Porteurs du projet	Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle / collectivités locales	Coûts inclus dans le budget de fonctionnement du centre
	Biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> - Perte d'espaces de végétation et de milieux floristiques due à la fréquentation des centres - Risque décapage dû sol du aux travaux pratiques en BTP - Risque de pâturage non contrôlé 	<ul style="list-style-type: none"> - Interdire la circulation des véhicules en dehors des voies réservées - Interdire des véhicules au-delà en dehors des voies réservées - Interdire l'exercice de travaux pratiques en dehors des espaces réservés - Sensibiliser les stagiaires et le personnel à l'importance de maintenir en bon état les espaces verts situés au niveau de chaque centre. 	Porteurs du projet	Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle / collectivités locales	Coûts inclus dans le budget de fonctionnement du centre

Phase du projet	Composante	Impacts sur l'Environnement	Mesures d'atténuation/bonification des impacts	Responsabilité de mise en œuvre	Responsabilité du contrôle	Coûts d'investissement et de fonctionnement
Exploitation	Santé et Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'accidents aux abords et à l'intérieur des centres, du fait l'accroissement du trafic due à la fréquentation du centre - Risques liés aux travaux d'entretiens des locaux et de maintenance des équipements ; - Risques liés à la manipulation de produits dangereux au cours des travaux pratiques. - Risques liés aux travaux pratiques dans le BTP (inhalation de poussières, travail en hauteur...) - Risque d'accidents lors des travaux pratiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre en considération les horaires de formation des stagiaires dans le planning des travaux d'entretiens des locaux et des équipements du centre. - Mettre à la disposition des stagiaires et du personnel les Equipement de Protection Individuelle (EPI) adaptés à chaque type de travaux pratiques. - Contrôler le port des équipements de protection individuels. - Mettre à la disposition du centre une infirmerie équipée et disponible. - S'assurer de la disponibilité des toilettes connectées au réseau d'assainissement ou aux fosses septiques. - Assurer l'approvisionnement continu du centre en eau potable en quantité suffisante. - Assurer une signalisation appropriée pour limiter le risque d'accidents aux abords et à l'intérieur du centre. - Générer convenablement les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés. 	Porteurs du projet	Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle / collectivités locales	Coûts inclus dans le budget de fonctionnement du centre
	Infrastructures et circulation routière	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du trafic pendant les heures de pointe liée au transport du personnel et des stagiaires des centres de formation 	<ul style="list-style-type: none"> - Prévoir une signalisation adéquate afin de limiter la perturbation de la circulation routière aux abords du centre. - Prévoir un aménagement adéquat limitant les bouchons à l'entrée du centre (exemple : porte suffisamment large) 	Porteurs du projet	Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle / collectivités locales	Coûts inclus dans le budget de fonctionnement du centre
	Emploi et développement socio-économique	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement des enseignants - Recrutement du personnel administratif - Effets positifs sur les commerces et restaurants de proximités - Travaux d'entretiens des locaux et de maintenance des équipements 	<p>Au vu de l'absence d'impacts négatifs, aucune mesure d'atténuation n'est nécessaire.</p> <p>Ceci dit, il est important de bonifier les impacts positifs du projet par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le recrutement de la main d'œuvre locale. - Intensifier les échanges commerciaux avec les sociétés de biens et services locales. 	Porteurs du projet	Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle / collectivités locales	Coûts inclus dans le budget de fonctionnement du centre

5.3. Programme de surveillance des mesures d'atténuation en phase travaux

Tableau 7 : Programme de surveillance des mesures d'atténuation

Phases	Mesures d'atténuation et/ou de compensation	Milieux concernés	Indicateurs de surveillance	Lieu / point de prélèvement	Méthodes et équipements	Fréquence des mesures	Responsabilité de mise en œuvre	Responsabilité du contrôle
	Gestion des produits dangereux	Milieu physique	- Existence d'une dalle/enceinte étanche munie d'une rétention pour le stockage des produits chimiques et hydrocarbures. -Disponibilité de fiches de données sécurité (FDS) sur le site. -Disponibilité d'équipements de protection (EPI) au niveau des ateliers de stockage.	Zone de travaux	Contrôle des travaux à travers des inspections et suivi environnemental hebdomadaires et mensuels du chantier	Toute la durée des travaux de construction du projet	Entreprise de travaux	MCA Morocco/ Maitre d'œuvre
	Gestion des déchets	Milieux physique & biologique	-Absence de déchets éparpillés dans le site. -Présence de bennes pour les déchets recyclables. - Présence d'une zone de tri des déchets (Déchets ménagers et assimilés et déchets dangereux (DMA et DD)).	Zone de travaux		Toute la durée des travaux de construction du projet		MCA Morocco/ Maitre d'œuvre
	Prévention contre les déversements accidentels	Milieux physique & biologique	-Existence d'une enceinte étanche pour le stockage du carburant. -Disponibilité d'un endroit unique pour la manipulation des contaminants. -Disponibilité d'un plan d'intervention d'urgence et des moyens de sa mise en œuvre.	Zone de travaux	Contrôle des travaux à travers des inspections et suivi environnemental hebdomadaires et mensuels du chantier	Toute la durée des travaux de construction du projet	Entreprise de travaux	MCA Morocco/ Maitre d'œuvre

Phases	Mesures d'atténuation et/ou de compensation	Milieux concernés	Indicateurs de surveillance	Lieu / point de prélèvement	Méthodes et équipements	Fréquence des mesures	Responsabilité de mise en œuvre	Responsabilité du contrôle
Phase Travaux	Gestion des installations de chantier	Milieu humain	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de procédures d'hygiène -Présence de moyens adaptés de lutte contre l'incendie -Absence de feu ouvert 	Zone de travaux et installations de chantier		Toute la durée des travaux de construction du projet	Entreprise de travaux	MCA Morocco/ Maitre d'œuvre
	Gestion des émissions, de la poussière et du bruit	Milieux humain & biologique	<ul style="list-style-type: none"> - Arrosage régulier du site des travaux - Respect des horaires de repos de la population riveraine et des usagers du centre de formation professionnelle - Conformité du matériel de l'entreprise - Utilisation des EPI 	Zone de travaux		Toute la durée des travaux de construction du projet	Entreprise de travaux	MCA Morocco/ Maitre d'œuvre
	Gestion du trafic routier et des accès	Milieu humain	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de panneaux signalétiques de limitation de vitesse. -Existence d'un endroit dédié au nettoyage et à l'entretien des engins. -Nombre de séances de sensibilisation réalisées. - Etat de la voirie empruntée. -Mise en place d'une clôture de chantier 	Zone de travaux	Contrôle des travaux à travers des inspections et suivi environnemental hebdomadaires et mensuels du chantier	Toute la durée des travaux de construction du projet	Entreprise de travaux	MCA Morocco/ Maitre d'œuvre

Phases	Mesures d'atténuation et/ou de compensation	Milieux concernés	Indicateurs de surveillance	Lieu / point de prélèvement	Méthodes et équipements	Fréquence des mesures	Responsabilité de mise en œuvre	Responsabilité du contrôle
Phase Travaux	Qualité des eaux	Milieu physique	-Etat du chantier -Respect des consignes d'usage de l'eau sur chantier ; -Respect des consignes relatives à l'approvisionnement en eau et à son rejet ; - Fourniture de l'eau potable pour les employés du chantier ; -Existence d'un endroit dédié au nettoyage et à l'entretien des engins ;	Zone de travaux	Contrôle des travaux à travers des inspections et suivi environnemental hebdomadaires et mensuels du chantier	Toute la durée des travaux de construction du projet	Entreprise de travaux	MCA Morocco/ Maitre d'œuvre
	Sécurité	Milieu humain	- Présence de balisage et de clôtures adaptées. - Nombre de plaintes en relation avec toute tentative d'harcèlement et/ou agacement de la part des employés.	Chantier & Zone de travaux Centre de formation professionnelle	Contrôle des travaux à travers des inspections et un suivi quotidien du niveau de sécurité sur chantier et centre de formation	Toute la durée des travaux de construction du projet	Entreprise de travaux	MCA Morocco/ Maitre d'œuvre
	Emploi	Milieu humain	-Pourcentage des employés locaux -Pourcentage décliné selon le genre -Absence de mineurs sur chantier	Chantier & Zone de travaux	Contrôle des travaux à travers des inspections et un suivi environnemental hebdomadaires et mensuels du chantier	Toute la durée des travaux de construction du projet	Entreprise de travaux	MCA Morocco/ Maitre d'œuvre
	Remise en état du site après les travaux	Milieus physique, biologique et humain	État du site	Chantier & Zone de travaux	Contrôle de l'état du chantier à travers des inspections et un rapport de remise en état	A la fin des travaux de construction du projet	Entreprise de travaux	MCA Morocco/ Maitre d'œuvre

5.4. Programme de suivi / exploitation

Tableau 8 : Programme de suivi pour la phase exploitation

Thème	Indicateurs de suivi	Lieu de prélèvement	Objectif	Fréquence	Responsable phase compact	Responsable phase post compact	Documents d'enregistrement
Phase : Exploitation							
Gestion des déchets issus de la maintenance des ouvrages d'assainissement	* Quantité de déchets générés. * % des déchets valorisés et/ou recyclés.	Chaque centre de formation utilisant des fosses septiques	Assurer une traçabilité de ces déchets conformément aux standards environnementaux	Toute la durée de la phase d'exploitation Suivi annuel	<ul style="list-style-type: none"> MCA Morocco Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle / collectivités locales 	Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle / collectivités locales	Bilan des déchets ; bordereau de suivi des Déchets ; etc.)
Santé et sécurité	* Nombre d'accidents observés * Type d'accidents observés	Chaque centre de formation	Suivi du respect des consignes de santé et de sécurité	Annuelle	<ul style="list-style-type: none"> MCA Morocco Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle 	Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle	* Rapport des accidents constatés. * Rapport des visites médicales si nécessaire
Social	* Nombre de plaintes * % des plaintes satisfaites	Centres de formation et les zones d'habitations avoisinantes	Suivi du traitement des plaintes	Toute la durée de la phase d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> MCA Morocco Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle 	Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle	Rapport de suivi des doléances

5.5. Programme de formation

Tableau 9 : Programme de formation

Activité de renforcement institutionnel	Rôles des différents intervenants	Besoins en formation	Contenu (modules, etc.)	Bénéficiaires	Calendrier	Responsables	Coût prévisionnel
plan de formation SST de l'entreprise	L'entreprise des travaux désignera un responsable qui se chargera de la mise en œuvre du plan de formation du personnel, assisté par la maîtrise d'œuvre pour toute coordination et communication relatives aux activités environnementales et sociales et santé sécurité liées au projet pendant toute la durée de sa mise en œuvre.	Formation/sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sécurité sur les chantiers (importance du port des protections individuelles, règles de circulation, etc.) ; ▪ La santé au travail et dans la vie quotidienne (prévention des maladies transmissibles, VIH/SIDA, les techniques de portage des charges lourdes) ; ▪ Présentation du projet et des consignes de sécurité à respecter sur les sites des travaux ; 	Personnel du chantier en phase travaux employés permanents ou temporaires, y compris les sous-traitants ; Visiteurs du chantier ;	Une fois au début du chantier et à chaque fois que le personnel du chantier est renouvelé. La formation sera renouvelée au besoin A chaque visite	Responsable entreprise sous la supervision de MCA Morocco	coût inclus dans le budget lié aux travaux
Mise en œuvre du PGES	L'entreprise des travaux s'assurera que les obligations environnementales définies dans le PGES soient effectivement suivies par ses employés et devra désigner, par leurs propres soins, un interlocuteur santé sécurité Environnement chargé de veiller au respect des obligations environnementales du cahier des charges.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation/sensibilisation des employés à la protection de l'environnement, la gestion des produits et déchets dangereux, la lutte contre la pollution de l'eau et de l'air, la préservation des sols, la réhabilitation des sites ; ▪ Sensibilisation et formation des conducteurs de véhicules légers et camions aux règles de prudence élémentaires vitesse excessive, contrôle des pneumatiques, stabilité du chargement ; ▪ Sensibilisation aux maladies sexuellement transmissibles (VIH/SIDA) ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion des produits et déchets (Déchets banals et dangereux), • Normes en matière d'émissions (bruits, air...), • Lutte contre la pollution de l'eau et de l'air, • Préservation des sols & normes en matière de sols pollués, • Réhabilitation des sites. • Démarche à suivre en cas de déversement accidentel des produits polluants, • Gestion des risques de transmission VIH/SIDA, 	Personnel du chantier en phase travaux (employés permanents ou temporaires)	Une fois en début de chantier et à chaque fois que le personnel du chantier est renouvelé. La formation sera renouvelée au besoin	Responsable entreprise	Coût inclus dans le budget lié aux travaux

Activité de renforcement institutionnel	Rôles des différents intervenants	Besoins en formation	Contenu (modules, etc.)	Bénéficiaires	Calendrier	Responsables	Coût prévisionnel
Plan d'urgence en phase travaux	L'entreprise des travaux s'assurera que les obligations environnementales définies dans le PGES soient effectivement suivies par ses employés et devra désigner, par leurs propres soins, un interlocuteur santé sécurité Environnement chargé de veiller au respect des obligations environnementales du cahier des charges.	<ul style="list-style-type: none"> - Formation spécifique aux activités à développer en cas d'intervention d'urgence - Formation au niveau de chaque site pour les employés chargés de la manutention des produits chimiques et dangereux (bonnes pratiques et mesures d'urgence en cas d'incident) 	<ul style="list-style-type: none"> - Inventaire des risques et identification des dangers sur un chantier. - Mesures de prévention (intégrées/collectives, individuelles). - Exposition à des agents chimiques et produits dangereux sur chantier et transport de produits dangereux (hydrocarbures, diluants...) - Protection contre les chutes de hauteur - Plan d'urgence et plan d'évacuation 	Personnel du chantier en phase travaux (employés permanents ou temporaires)	Une fois en début de chantier et à chaque fois que le personnel du chantier est renouvelé. La formation sera renouvelée au besoin	Responsable entreprise	coût inclus dans le budget lié aux travaux
Gestion des déchets issus des différentes activités des centres de formation en phase exploitation (déchets médicaux, produits chimiques, déchets alimentaires, rejets liquides/eaux usées...)	Chaque centre de formation est tenu de réaliser des sessions de sensibilisation et de formation auprès des stagiaires et de tout le personnel du centre pour assurer une bonne gestion des déchets depuis la collecte, le tri jusqu'à l'élimination.	<ul style="list-style-type: none"> - Formation au niveau de chaque centre de formation en fonction du type de déchets générés lors des activités (filères de restauration, élevage, santé...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Inventaire des déchets générés dans chaque centre de formation - Classification des déchets selon leur nature et dangerosité - modalités du tri des déchets et mesures de prévention (accumulation, odeurs, contamination...) - Modalités de collecte et d'évacuation des déchets en dehors du centre de formation - Procédure d'élimination des déchets selon leur nature. 	Tous les stagiaires et le personnel du centre de formation	Trimestrielle et renouvelée au besoin	Exploitant Porteurs du projet	coût inclus dans le budget lié à l'exploitation
Santé & Sécurité	Chaque centre de formation est tenu d'exiger le respect des règles de santé & sécurité au sein de l'établissement auprès de toute personne qui intègre le périmètre du centre de formation.	<ul style="list-style-type: none"> Formation spécifique aux activités à développer en cas d'intervention d'urgence. Formation sur les bonnes pratiques et les mesures d'urgence en cas d'incident et/ou accident 	<ul style="list-style-type: none"> - Inventaire des risques et identification des sources de danger au niveau du centre de formation - Mesures de prévention (intégrées/collectives, individuelles). - Exposition aux produits chimiques et/ou dangereux lors des activités et ateliers de travail - Simulation et protection contre incendie - Plan d'urgence et plan d'évacuation 	Tous les stagiaires et le personnel du centre de formation.	Trimestrielle et renouvelée au besoin	Exploitant Porteurs du projet	coût inclus dans le budget lié à l'exploitation

Activité de renforcement institutionnel	Rôles des différents intervenants	Besoins en formation	Contenu (modules, etc.)	Bénéficiaires	Calendrier	Responsables	Coût prévisionnel
GIS (genre et inclusion sociale)	Chaque centre de formation est tenu d'exiger le respect des principes du genre et de l'inclusion sociale au sein de l'établissement auprès de tous les stagiaires et le personnel du centre de formation.	Formation sur le respect de l'égalité de genre et l'inclusion sociale des personnes à mobilité réduite au sein du centre de formation	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation des infrastructures PMR du centre de formation (accès, toilettes PMR...) - Modalités optimales d'usage des infrastructures et de la logistique PMR - Les principes fondamentaux du genre et de l'inclusion sociale et leur applicabilité au sein du centre de formation 	Tous les stagiaires et le personnel du centre de formation.	Annuelle et renouvelée au besoin (lors des recrutements de stagiaires et/ou personnel).	Exploitant Porteurs du projet	coût inclus dans le budget lié à l'exploitation

5.6. Reporting Santé Sécurité Environnement

Le tableau suivant décrit les rapports qui doivent être élaborés par le responsable santé sécurité Environnement, afin d'assurer que les activités du programme de suivi et de surveillance soient effectuées d'une manière durable d'un point de vue environnemental et social.

La communication et la gestion adéquate de l'information permettent d'assurer un suivi régulier au cours de la réalisation du projet et de l'évolution de la qualité de l'environnement, et de disposer rapidement de l'information pour agir d'une manière précoce et efficace (mise en œuvre des mesures correctives ou interventions urgentes).

Tableau 10 : Reporting Santé Sécurité Environnement

Type de document	Action	Calendrier	Diffusion (moyen, circuit)	Destinataire	Responsable	Cout prévisionnel
Rapport d'activité mensuel sur les aspects santé sécurité et environnement	Transmettre le rapport d'activité mensuel du contractant	Mensuel	Support Papier et numérique	Maitre d'ouvrage	Responsable travaux	Coût inclus dans le budget alloué aux travaux
Rapport semestriel sur les aspects santé sécurité et environnement	Transmettre le rapport d'activité semestriel du contractant	Semestriel	Support Papier et numérique	Maitre d'ouvrage	Responsable travaux	Coût inclus dans le budget alloué aux travaux
Rapport de remise en état de chaque site	Transmettre le rapport de remise en état du contractant	A la fin des travaux	Support Papier et numérique	Maitre d'ouvrage	Responsable travaux	Coût inclus dans le budget alloué aux travaux

Lors de la phase exploitation, un reporting annuel s'avère nécessaire pour assurer un suivi environnemental et social du projet lors de sa mise en service.

Type de document	Calendrier	Diffusion (moyen, circuit)	Destinataire	Responsable	Cout prévisionnel
Rapport annuel sur les aspects HSE et le volet social	Annuel	Support Papier et numérique	Porteurs du projet	Exploitant	Coût inclus dans le budget alloué à l'exploitation.

5.7. Activités de communication

En matière de communication, le contractant est tenu d'informer et d'assurer la gestion adéquate de toute information en relation avec le déroulement des travaux, et ce avec les parties intéressées du projet, notamment les riverains, les stagiaires de l'institut à proximité, les autorités locales, ...

En effet, le contractant doit prévoir un plan qui inclut le calendrier de déroulement des travaux, l'organisation du chantier, procédure de communication avec l'institut à proximité, les autorités locales et les collectivités territoriales, et les populations avoisinantes.

Par ailleurs, un affichage en relation avec la réception des doléances doit être maintenu durant toute la phase travaux, un registre doit être mis à la disposition du public au niveau du chantier pour recevoir toute demande et/ou plainte en relation avec le projet. Le contractant est tenu de réceptionner les doléances, analyser leur pertinence et les traiter après concertation avec le maître d'ouvrage.

De plus, toute activité en relation avec le traitement des doléances et de communication avec les parties intéressées du projet (notamment les riverains, autorités..) doit faire l'objet d'un reporting par le contractant qui met en relief le motif de la communication et la procédure suivie pour le traitement et la clôture des doléances.

En phase exploitation, un grand travail de communication doit être réalisé au profit des stagiaires surtout en matière de port des EPI pour faire face aux risques du métier lors des travaux pratiques, et ce au début de l'année de la formation professionnelle.

